



LASTORS → DE RUGERIS

→ indemnités de congés payés dû Brule = 1934,42

→ Avance NF dûe = 4312,34

→ Net à payer négatif dû au 30/11 = 198,51

→ Heures Supplémentaires
réclamées =

* Prise d'acte le 30/11/2015
Maladie du 01/11/2015 au 30/11/2015

* On doit lui remettre :

- certificat de travail
- attestation de Pôle Emploi (motif exact de l'absence)
- reçu solde de tout compte
- proc de préavis à faire
- pas de lettre de licenciement

15/07/2014 | Thème du droit du travail : **Rupture du contrat de travail**

Ce qu'il faut savoir sur la prise d'acte de la rupture du contrat de travail

La situation du salarié qui prend acte de la rupture du contrat de travail vient d'être sécurisée. La nouveauté est la mise en place d'une procédure accélérée du traitement par le conseil de prud'hommes du contentieux entre le salarié et son employeur. Rappel sur ce dispositif qui existe depuis une dizaine d'années.

Mots clés de l'article : **Conseil des prud'hommes**

C'est quoi la prise d'acte de la rupture du contrat de travail par le salarié ?

Il s'agit d'une situation de fait qui n'est pas réglementée par le [Code du travail](#), mais qui a été consacrée par les juges il y a plus de 10 ans. C'est un mode de rupture du [contrat de travail](#) qui ne constitue ni un licenciement, ni une démission.

Ce procédé permet à un salarié de mettre fin unilatéralement à son contrat de travail en raison des manquements graves qu'il reproche à son employeur. À charge ensuite pour le salarié de saisir le juge pour qu'il statue sur les effets de la rupture. Autrement dit, le salarié prend l'initiative de la rupture mais en impute la responsabilité à son employeur.

Si les juges estiment que les manquements de l'employeur sont suffisamment graves pour empêcher la poursuite des relations contractuelles, la rupture produit les effets d'un [licenciement](#) sans cause réelle et sérieuse.

Si au contraire, les juges estiment que les manquements de l'employeur ne sont pas suffisamment graves pour empêcher la poursuite des relations contractuelles, la rupture produit les effets d'une [démission](#).

Le problème jusqu'à présent était, qu'entre le moment où le salarié saisissait le juge et le moment où le juge se prononçait sur les effets de la résiliation judiciaire, il s'écoulait entre 10 et 16 mois durant lesquels le salarié se trouvait dans une situation précaire.

Il avait déjà souvent quitté l'entreprise. Il ne touchait donc plus de [salaire](#) et n'était généralement pas indemnisé par Pôle emploi dans la mesure où il existait un doute sur le caractère volontaire ou non de la rupture.

Que change la loi ? Dans le but de sécuriser la situation du salarié, la loi met en place une procédure accélérée du traitement contentieux des prises d'actes par le [conseil de prud'hommes](#). En application du nouvel article L. 1451-1 du [Code du travail](#), lorsque le conseil de prud'hommes est saisi d'une demande de qualification de la rupture du contrat de travail à l'initiative du salarié en raison de faits que celui-ci reproche à son employeur, l'affaire est directement portée devant le bureau de jugement, qui statue au fond dans un délai d'un mois suivant sa saisine.

NOTEZ-LE

La phase de conciliation est supprimée.

Cette procédure s'inspire de celle prévue en cas de demande de requalification d'un CDD en CDI (Code du travail, art. [L. 1245-2](#)). Mais déjà des voix se font entendre pour dire que ce délai ne sera jamais respecté :

- d'une part, faute de moyens attribués aux conseils de prud'hommes ;
- d'autre part parce que l'expérience montre que ce délai d'un mois prévu en cas de requalification d'un CDD en CDI a du mal à être tenu.

Qu'est-ce qui motive le salarié à demander la prise d'acte de la rupture du contrat de travail ?

Si le salarié prend l'initiative de rompre ainsi son contrat de travail, c'est qu'il reproche à l'employeur des manquements portant sur la violation de ses obligations essentielles. Il estime ces manquements tels, que pour lui, cela empêche la poursuite du contrat de travail.

Cette prise d'acte peut être justifiée notamment en cas :

- de discrimination ou harcèlement commis par l'employeur ;
- de modification du contrat sans l'accord du salarié et notamment de modification de sa rémunération ;
- de violences commises à l'encontre du salarié sur le [lieu de travail](#) ;
- de refus de faire convoquer le salarié par la médecine du travail ;
- de retard répété dans le paiement des salaires, sans raison valable, ou le refus de verser au salarié des primes qui lui sont normalement dues ;
- de non fourniture de travail au salarié ;
- d'inobservation des règles de prévention et de sécurité, etc.

Il prend donc acte de la rupture du contrat de travail et impute son départ de l'entreprise à des manquements de l'employeur liés à ses obligations contractuelles.

Quelle forme revêt la prise d'acte de la rupture ?

Aucun formalisme n'est exigé. Tout salarié peut demander la prise d'acte de la rupture de son contrat de travail, à l'exception du salarié en [période d'essai](#).

Elle peut concerner un salarié en CDD ou en CDI.

La prise d'acte de la rupture du contrat peut être écrite ou orale.

La plupart du temps, toutefois, les salariés préviennent l'employeur par lettre recommandée en listant les raisons de la prise d'acte afin de se ménager des moyens de preuve en cas de litige. Cette lettre est directement adressée à l'employeur par le salarié ou par son avocat au nom du salarié.

ATTENTION

L'avocat doit adresser la prise d'acte directement à l'employeur et non au conseil des prud'hommes, sinon, la Cour de cassation considère que l'on est en présence d'une demande de résiliation judiciaire du contrat de travail aux torts de l'employeur.

Après cela, le salarié va saisir le conseil de prud'hommes pour demander la requalification de la prise d'acte en licenciement sans cause réelle et sérieuse.

L'affaire est dorénavant directement portée devant le bureau du jugement sans passer par le bureau de conciliation. Celui-ci doit statuer dans un délai d'un mois suivant sa saisine.

CRIZABE

Alors que la lettre de licenciement fixe les limites du litige, le salarié peut faire état au juge de griefs qu'il n'aurait pas mentionnés dans la lettre de prise d'acte de la rupture, pour autant qu'il n'ait pas eu connaissance de ces faits postérieurement à la rupture.

Quels sont les effets de la prise d'acte de la rupture ?



La prise d'acte entraîne la cessation immédiate du contrat de travail aux torts de l'employeur. Le salarié n'est pas tenu d'effectuer un [préavis](#).



L'employeur doit lui remettre les documents de fin de contrat de travail et notamment un certificat de travail, une attestation Pôle emploi sur laquelle l'employeur doit faire figurer le motif exact de la rupture du contrat de travail tel qu'il ressort de la prise d'acte du salarié et un reçu pour solde de tout compte.



Il n'a pas à délivrer au salarié une lettre de licenciement, car au départ il n'y a pas de licenciement. Dès lors que le salarié a pris acte de la rupture de son contrat de travail, celle-ci est effective. Elle entraîne la cessation immédiate du contrat de travail. Dès lors, aucun salaire n'est dû pour la période postérieure à la prise d'acte.

Dans un second temps, le salarié demande au conseil de prud'hommes d'assimiler cette rupture à un licenciement sans cause réelle et sérieuse et de condamner l'employeur à lui verser les indemnités qui en découlent.

Le juge devra alors décider, une fois saisi, si la prise d'acte est justifiée ou non. C'est au salarié d'apporter la preuve de faits réels et suffisamment graves à l'encontre de l'employeur. Si un doute subsiste, il profite à l'employeur.

Si, selon les juges, les faits invoqués justifient la prise d'acte, celle-ci produit les effets d'un licenciement sans cause réelle et sérieuse (ou d'un licenciement nul s'il s'agit d'un salarié protégé).

Dans ce cas, l'employeur doit verser au salarié les indemnités suivantes :

- l'indemnité légale ou conventionnelle de licenciement ;
- les indemnités compensatrices de congés payés et de préavis ;
- l'indemnité pour licenciement sans cause réelle et sérieuse (ou pour licenciement nul, le cas échéant) ;
- l'indemnité liée à la perte de chance d'utiliser les droits acquis au titre du [droit individuel à la formation \(DIF\)](#) ;
- les indemnités en raison des circonstances brusques et vexatoires de la rupture.

Le salarié ne pourra demander ni sa réintégration (Cass. soc., 29 mai 2013, n° 12-15974), ni d'indemnité pour non-respect de la procédure de licenciement car il ne s'agit pas d'un licenciement.

Il pourra bénéficier d'allocations chômage, s'il remplit les conditions d'ouverture de droits.

Mais en prenant acte de la rupture de son contrat de travail, le salarié prend un risque, celui de voir les juges considérer la prise d'acte comme non justifiée. Et dans ce cas, la rupture est requalifiée en démission et en produit les effets.

Quelle différence entre la prise d'acte et la demande en résiliation judiciaire du contrat aux torts de l'employeur ?

La prise d'acte est une opération dangereuse pour le salarié, puisque si le juge estime que les griefs invoqués par le salarié à l'appui de sa prise d'acte s'avèrent infondés, la rupture produira les effets d'une démission. Le salarié sera, dans cette hypothèse, privé des indemnités de rupture et des allocations de chômage. La demande en résiliation judiciaire du contrat aux torts de l'employeur s'avère en théorie moins risquée, puisque :

- si les griefs reprochés à l'employeur sont fondés, la rupture produira les effets d'un licenciement sans cause réelle et sérieuse ;
- si les griefs invoqués ne sont pas fondés, la demande de résiliation sera rejetée et le contrat de travail maintenu.

Par Caroline Gary, Chargée de relations humaines en entreprise

Loi n° 2014-743 du 1er juillet 2014 relative à la procédure applicable devant le conseil de prud'hommes dans le cadre d'une prise d'acte de rupture du contrat de travail par le salarié, Jo du 2 juillet

Vous avez une question en droit du travail ?

Notre service d'information juridique par téléphone peut vous renseigner sur la législation applicable. [En savoir plus sur Tissot Information Juridique.](#)

CABINET D'EXPERTISE COMPTABLE Stéphane MIGNONAT			
Société :	LASTOURS	Clôture le :	31/12/2015
Ref :			
Edité le :	04/12/2015	CALCULS INDEMN. DE	
Rédacteur :	TB	CP RUGERIS	
Visé par:			
Le:			

Objectif :

Déterminer les indemnité de congés p: DE RUGERIS

Travail :

Attention : NE PAS CRÉER DE CELLULES - COLONNES - LIGNES

! Avant de compléter les informations dans variables à saisir, réaliser la manipulation suivante: "ctrl f " ceci afin de mettre toutes les données à zéro.

Variables à saisir

Entré le 03/10/2012

Départ le 30/11/2015

Date fin période N-1 31/05/2015

Période N-1 : nombre de jours acquis sur la période 1E-10

Période N: Nombre de jours acquis sur la période 8,51

Indemnité Compensatrice Congés Payés

BRUT 1 934,42 €

	CP à payer =		5,81
s/ période	restant du 31/05/2015	0	
n-1	pris en nov.-15	0,00	0
	restant au oct.-15	5,81	
	Acquis en nov.-15	0,00	
	Pris en nov.-15	0,00	5,81

a) Méthode du maintien de salaire

	Salaire Mensuel =	4 722,29
	Nbre Jrs CP par semaine (ouvrés - ouvrables)	6
calcul =	4 722,29 x 12 / 52 =	1089,76
	/ 6 =	181,63
	x 5,81 jrs	
		1 055,25

b) Méthode des 10 %

0 jours sur période de référence du	01/06/2014	au	31/05/2015
Total Brut :	0,00 x 10% =	0,00	pour 0,0000000001 jours
	x 0/0,0000000001 jours		
		0,00	0,00

5,81 jours sur période de référence du	01/06/2015	au	30/11/2015
Total Brut :	28 333,74 x 10% =	2 833,37	pour 8,51 jours
		x 5,81/8,51	
		1 934,42	1 934,42

Total pour 5,81 jours = 1 934,42 + favorable

Conclusion :

Le montant de l'indemnité de CP de DE RUGERIS s'élève à 1934,41867685076 euros

LIVRE de PAIE en Euros**Employés sélectionnés - Aucun tri****Période du 01/06/2015 au 30/11/2015**

Le 04/12/2015

Page N° 1/4

Employés sélectionnés - Aucun tri														
			Employé DE RUGERIIS 20 DAVID											
Rubrique	Libellé	Heures	Base 910,02	Sup. 0,00	Abs. 289,34	Total 620,68	Base	Sup.	Abs.	Total	Base	Sup.	Abs.	Total
V SALRETABLI@	Salaire Rétabli		30	124,30		30 124,30								
V SHABITUEL@	Salaire Complet OBLIGATOIRE I		9	444,58		9 444,58								
V SVERSEE@	Salaire Versé OBLIGATOIRE PC			435,89		435,89								
B SBASE@	Salaire de base		910,02			28 333,74								
B HABSCPP@	Absence Congés Payés Pris sur			11,00		-2 397,78								
B HABSMALNP@	Heures d'absence Maladie non P			289,34		-9 008,69								
B INDCPTE@	Indemnité Congés payés (prov			11,00		2 634,34								
B ANVIN	Avantage en Nature Vin			6,00		54,00								
B ANVOITURE@	AN Voiture			1 500,00		1 500,00								
B AVNATLOGT	Avantage en Nature Logement			1,00										
	Salaire brut					21 115,61								
	Brut abattu					21 115,61								
	Soumis à cotisation					21 115,61								
	Base URSSAF Plafonnée					19 020,00								
	Base Tranche 1 ARRCO					19 020,00								
	Base Tranche B AGIRC					2 095,61								
C MALMSA@	Assu. Maladie MSA		21	115,61		-158,36								
C VIEMSA@	Vieillesse Plaf. MSA		19	020,00		-1 302,90								
C VIETOTMSA@	Vieillesse Déplafonnée MSA		21	115,61		-63,34								
C AFCOMPLMSA@	Compl. Alloc. F Rému.>=1.6 Sm		21	115,61										
C AFMSA@	Alloc. Familiales MSA Taux rédu		21	115,61										
C ATMSA@	A.T. MSA Taux réduit		21	115,61										
C CONTRSYNMSA	Contribution Syndicale MSA		21	115,61										
C FNALPLMSA@	FNAL Plaf. MSA		19	020,00										
C FORFSOCIALM	Forfait Social MSA			278,26										
C FORFSPREVM@	Forfait Social s/ Prév. MSA			682,16										
C SOLIDMSA@	Contrib. de solidarité MSA		21	115,61										
C CSGDEDMSA@	CSG Deduc. MSA		21	706,51		-1 107,02								
C ACTAMSA@	Assurance Chômage Tranche A		19	020,00		-456,48								
C ACTBMSA@	Assurance Chômage Tranche B		2	095,61		-50,30								
C FNGSMSA@	AGS (F.N.G.S.) MSA		21	115,61										
C AGFFCTBMS@	AGFF Cadre Tr B CRCCA		2	095,61		-18,86								
C CETMSA@	CET CRCCA		19	020,00		-24,72								
C CETTBMSA@	CET Tr B CRCCA		2	095,61		-2,71								
C RETTBCMSA@	Retraite Cadre Tr B GMP diffère		2	095,61		-163,45								
C AGFFCTAMS@	AGFF Cadre Tr A CAMARCA		19	020,00		-152,16								
C RETTACMSA@	Retraite Cadre Tr A CAMARCA		19	020,00		-722,76								
C APECMSA@	APECITA Tranche B MSA		2	095,61		-0,50								
C APECMSATA@	APECITA Tranche A MSA		19	020,00		-4,56								
C PRVMSASC@	Prévoyance Cadre MSA Top san					-387,00								
C PRVTAC3	CPCEA DECES IJ TA		19	020,00		-9,54								

Dossier : LASTOURS		LIVRE de PAIE en Euros		FAMILLE P & J ALLARD		
		Employés sélectionnés - Aucun tri				
Le 04/12/2015		Période du 01/06/2015 au 30/11/2015		Page N° 3/4		
Récapitulatif						
Heures de base : 910,02		Heures supplémentaires : 0,00		Heures d'absence : 289,34 Total heures : 620,68		
Rubrique		Libellé		Tot. Base Tot. Salarial Tot. Patronal		
V	SALRETABLI@	Salaire Rétabli		30 124,30	30 124,30	
V	SHABITUEL@	Salaire Complet OBLIGATOIRE POUR FILLON		9 444,58	9 444,58	
V	SVERSEE@	Salaire Versé OBLIGATOIRE POUR FILLON		435,89	435,89	
B	SBASE@	Salaire de base		910,02	28 333,74	
B	HABSCPP@	Absence Congés Payés Pris sur Période en cours		11,00	-2 397,78	
B	HABSMALNP@	Heures d'absence Maladie non Profession.		289,34	-9 008,69	
B	INDCPTE@	Indemnité Congés payés (prov/actuel)		11,00	2 634,34	
B	ANVIN	Avantage en Nature Vin		6,00	54,00	
B	ANVOITURE@	AN Voiture		1 500,00	1 500,00	
B	AVNATLOGT	Avantage en Nature Logement		1,00		
		Salaire brut			21 115,61	
		Brut abattu			21 115,61	
		Soumis à cotisation			21 115,61	
		Base URSSAF Plafonnée			19 020,00	
		Base Tranche 1 ARRCO			19 020,00	
		Base Tranche B AGIRC			2 095,61	
C	MALMSA@	Assu. Maladie MSA		21 115,61	-158,36	2 702,81
C	VIEMSA@	Vieillesse Plaf. MSA		19 020,00	-1 302,90	1 616,70
C	VIETOTMSA@	Vieillesse Déplafonnée MSA		21 115,61	-63,34	380,07
C	AFCOMPLMSA@	Compl. Alloc. F Rému.>=1.6 Smic MSA		21 115,61		380,07
C	AFMSA@	Alloc. Familiales MSA Taux réduit		21 115,61		728,48
C	ATMSA@	A.T. MSA Taux réduit		21 115,61		694,69
C	CONTRSYNMSA@	Contribution Syndicale MSA		21 115,61		3,38
C	FNALPLMSA@	FNAL Plaf. MSA		19 020,00		19,02
C	FORFSOCIALM@	Forfait Social MSA		278,26		55,65
C	FORFSPREVM@	Forfait Social s/ Prév. MSA		682,16		54,58
C	SOLIDMSA@	Contrib. de solidarité MSA		21 115,61		63,34
C	CSGDEDMSA@	CSG Deduc. MSA		21 706,51	-1 107,02	
C	ACTAMSA@	Assurance Chômage Tranche A MSA		19 020,00	-456,48	760,80
C	ACTBMSA@	Assurance Chômage Tranche B MSA		2 095,61	-50,30	83,82
C	FNGSMSA@	AGS (F.N.G.S.) MSA		21 115,61		63,34
C	AGFFCTBMS@	AGFF Cadre Tr B CRCCA		2 095,61	-18,86	27,25
C	CETMSA@	CET CRCCA		19 020,00	-24,72	41,82
C	CETTBMSA@	CET Tr B CRCCA		2 095,61	-2,71	4,60
C	RETTBCMSA@	Retraite Cadre Tr B GMP différent CRCCA		2 095,61	-163,45	267,19
C	AGFFCTAMS@	AGFF Cadre Tr A CAMARCA		19 020,00	-152,16	228,24
C	RETTACMSA@	Retraite Cadre Tr A CAMARCA		19 020,00	-722,76	1 179,24
C	APECMSA@	APECITA Tranche B MSA		2 095,61	-0,50	0,75
C	APECMSATA@	APECITA Tranche A MSA		19 020,00	-4,56	6,84
C	PRVMSASC@	Prévoyance Cadre MSA Top santé			-387,00	387,00
C	PRVTAC3	CPCEA DECES IJ TA		19 020,00	-9,54	9,54
C	PRVTACMSA@	Prévoyance Cadre Tr A MSA		19 020,00	-47,58	247,26
C	PRVTACMSS@	Prévoyance Cadre Tr A Santé MSA		19 020,00		
C	PRVTBC3	CPCEA DECES IJ TB		2 095,61	-1,79	1,79
C	PRVTBCMSA@	CPCEA Prévoyance Cadre Tr B		2 095,61	-21,91	36,57
C	RETSTACMS	Retraite supplémentaire Cadre Tr A MSA		19 020,00	-203,52	271,98
C	RETSUPPTB	Retraite supplémentaire Cadre Tr B MSA		2 095,61	-4,19	6,28
C	APPRENMSA@	Taxe d'apprentissage MSA		21 115,61		143,59
C	FORMSAC@	Formation FAFSEA CDI / CDD		21 115,61		211,15
C	FORMSACDI@	Formation FAFSEA CDI / CDD		21 115,61		73,90
C	ANFCA@	ANFCA		21 115,61	-2,12	54,90
C	ASCPA@	ASCPA		21 115,61		8,44
C	MEDECMSA@	Médecine du travail MSA		19 020,00		79,86

Bulletin de Salaire

SAS FAMILLE P & J ALLARD

Château de Lastours

11490 PORTEL DES CORBIERES

SIRET : 47948364600010 APE/NAF : 0121Z

Période du **01/11/2015** au **30/11/2015**

Emploi Directeur Commercial

Service

Entré le 03/10/2012

No S.S. 1 69 09 54 580 470 83

Bulletin N° 1

Employé N° 20

Matricule 0000000020

Ancienneté 3 ans et 1 mois

Régime Général MSA - 479483646

Convention Convention collective du 21 juillet 1998 concernant les exploitations agricoles de la zone viticole du département de l'Aude

Echelon Niveau 6 Echelon 4

Catégorie Cadre

M. DAVID DE RUGERIIS

3 RUE DU ROMARIN

11440 PEYRIAC DE MER

Désignation	Base	Taux	Retenue	Gain	Cotisations patronales	
					Taux	Montant
Salaire de base	151,67	31,1353		4 722,29		
Heures d'absence Maladie non Profession.	151,67	31,1353		-4 722,29		
Maladie du 01/11/15 au 30/11/15						
AN Voiture	250,00			250,00		
Avantage en Nature Vin	1,00	9,0000		9,00		
Total Brut				259,00		
Assu. Maladie MSA	259,00	0,7500	1,94		12,8000	33,15
Vieillesse Déplafonnée MSA	259,00	0,3000	0,78		1,8000	4,66
Vieillesse Plaf. MSA	3 170,00	6,8500	217,15		8,5000	269,45
Alloc. Familiales MSA Taux réduit	259,00				3,4500	8,94
Compl. Alloc. F Rému.>=1.6 Smic MSA	259,00				1,8000	4,66
FNAL Plaf. MSA	3 170,00				0,1000	3,17
A.T. MSA Taux réduit	259,00				3,2900	8,52
Contrib. de solidarité MSA	259,00				0,3000	0,78
Contribution Syndicale MSA	259,00				0,0160	0,04
Assurance Chômage Tranche A MSA	3 170,00	2,4000	76,08		4,0000	126,80
Assurance Chômage Tranche B MSA	-2 911,00	2,4000		-69,86	4,0000	-116,44
AGS (F.N.G.S.) MSA	259,00				0,3000	0,78
Retraite Cadre Tr A CAMARCA	3 170,00	3,8000	120,46		6,2000	196,54
Retraite supplémentaire Cadre Tr A MSA	3 170,00	1,0700	33,92		1,4300	45,33
Retraite supplémentaire Cadre Tr B MSA	-2 911,00	0,2000		-5,82	0,3000	-8,73
Retraite Cadre Tr B GMP différent CRCCA	-2 911,00	7,8000		-227,06	12,7500	-371,15
APECITA Tranche A MSA	3 170,00	0,0240	0,76		0,0360	1,14
APECITA Tranche B MSA	-2 911,00	0,0240		-0,70	0,0360	-1,05
CET CRCCA	3 170,00	0,1300	4,12		0,2200	6,97
CET Tr B CRCCA	-2 911,00	0,1300		-3,78	0,2200	-6,40
AGFF Cadre Tr A CAMARCA	3 170,00	0,8000	25,36		1,2000	38,04
AGFF Cadre Tr B CRCCA	-2 911,00	0,9000		-26,20	1,3000	-37,84
Prévoyance Cadre Tr A MSA	3 170,00	0,2500	7,93		1,3000	41,21
CPCEA Prévoyance Cadre Tr B	-2 911,00	1,0450		-30,42	1,7450	-50,80
CPCEA DECES IJ TA	3 170,00	0,0500	1,59		0,0500	1,59
CPCEA DECES IJ TB	-2 911,00	0,0850		-2,47	0,0850	-2,47
Prévoyance Cadre MSA Top santé		64,5000	64,50		64,5000	64,50
Formation FAFSEA CDI / CDD	259,00				1,0000	2,59
Formation FAFSEA CDI / CDD	259,00				0,3500	0,91
Médecine du travail MSA	3 170,00				0,4200	13,31
ANFCA	259,00	0,0100	0,03		0,2600	0,67
Taxe d'apprentissage MSA	259,00				0,6800	1,76
ASCPA	259,00				0,0400	0,10
Forfait Social MSA	36,60				20,0000	7,32
Forfait Social s/ Prév. MSA	54,03				8,0000	4,32
CSG Deduc. MSA	345,10	5,1000	17,60			
Total Cotisations Déductibles			205,91			292,37

NET A PAYER

Euros

0,00

Payé le 30/11/2015

par Virement

	Brut Imposable	Soumis à Cotisations	Plafond	Cotisations Salariales	Cotisations patronales	Avantages en nature	Coût global	Net Imposable
Bulletin	259,00	259,00	3 170,00	215,92	292,37	259,00	315,78	117,59
Année	61 146,48	61 146,48	34 870,00	15 010,55	30 457,35	2 858,66	91 012,10	48 652,59

	Acquis N-1	Acquis N	Rachetés	Pris	Solde		Bulletin	Année
J. Congés payés	8,30	8,51		11,00	5,81	H. Payées	151,67	1 530,70
J. Compte Epargne Temp		0,00	0,00	0,00	0,00	H. Travaillées	0,00	1 267,03
H. Repos compensateur		0,00	0,00	0,00	0,00	H. Sup	0,00	0,00
Repos ARTT	En Heures	0,00	0,00	0,00	0,00			

Bulletin de Salaire

SAS FAMILLE P & J ALLARD

Château de Lastours

11490 PORTEL DES CORBIERES

SIRET : 47948364600010 APE/NAF : 0121Z

Régime Général MSA - 479483646

Convention Convention collective du 21 juillet 1998
concernant les exploitations agricoles
de la zone viticole du département de
l'Aude

Echelon Niveau 6 Echelon 4

Catégorie Cadre

Période du 01/11/2015 au 30/11/2015

Bulletin N° 1

Emploi Directeur Commercial

Employé N° 20

Service

Matricule 0000000020

Entré le 03/10/2012

Ancienneté 3 ans et 1 mois

No S.S. 1 69 09 54 580 470 83

M. DAVID DE RUGERIIS

3 RUE DU ROMARIN

11440 PEYRIAC DE MER

Désignation	Base	Taux	Retenue	Gain	Cotisations patronales	
					Taux	Montant
CSG Imposable MSA	345,10	2,4000	8,28			
C.R.D.S. MSA	345,10	0,5000	1,73			
Total Autres Cotisations			10,01			
Frais de santé soumis à l'impôt sur le revenu	64,50					
Total Net Imposable				117,59		
A.N. Voiture	250,00			-250,00		
Indemnité de Saquette	1,00	14,4100		14,41		
Montant à prélever sur le prochain bulletin	192,51			192,51		

NET A PAYER Euros

0,00

Payé le 30/11/2015
par Virement

	Brut Imposable	Soumis à Cotisations	Plafond	Cotisations Salariales	Cotisations patronales	Avantages en nature	Coût global	Net Imposable
Bulletin	259,00	259,00	3 170,00	215,92	292,37	259,00	315,78	117,59
Année	61 146,48	61 146,48	34 870,00	15 010,55	30 457,35	2 858,66	91 012,10	48 652,59

	Acquis N-1	Acquis N	Rachetés	Pris	Solde		Bulletin	Année
J. Congés payés	8,30	8,51		11,00	5,81			
J. Compte Epargne Temp		0,00	0,00	0,00	0,00	H. Payées	151,67	1 530,70
H. Repos compensateur		0,00	0,00	0,00	0,00	H. Travaillées	0,00	1 267,03
Repos ARTT	En Heures	0,00	0,00	0,00	0,00	H. Sup	0,00	0,00

GRAND-LIVRE

Situation du 01/01/2012 au 31/12/2015

PROVISoire

Jnl	Pièce	Date	Contrepartie	Libellé	Quantité Numéro	Prix Moyen	Mouvements		SOLDE	
							DEBIT	CREDIT		
Compte 42520000				Frais de Rugeriis						
				Cumul antérieur			62 785,84	60 342,84	D 2 443,00	
C2	CIC03/15	04/03/15	51210000	DE RUGERIIS virt de Rugeriis 03/15		AAC	1 869,34		D 4 312,34	
AC	0315/073	25/03/15	62510000	DE RUGERIIS Frais dépl. de Rugeriis 0		AAD		1 842,92	D 2 469,42	
C2	CIC04/15	01/04/15	51210000	DE RUGERIIS virt de Rugeriis 04/15		AAD	1 842,92		D 4 312,34	
AC	0415/090	30/04/15	62510000	DE RUGERIIS Frais dépl. de Rugeriis 0		AAE		1 765,33	D 2 547,01	
C2	CIC05/15	19/05/15	51210000	DE RUGERIIS virt de RUGERIIS		AAE	1 765,33		D 4 312,34	
AC	0515/081	30/05/15	62510000	DE RUGERIIS Frais dépl. de Rugeriis 0		AAF		900,03	D 3 412,31	
C2	CIC06/15	02/06/15	51210000	DE RUGERIIS virt DE RUGERIIS		AAF	900,03		D 4 312,34	
AC	0615/112	30/06/15	62510000	DE RUGERRIS Frais depl de Rugeriis 0		AAG		860,90	D 3 451,44	
C2	CIC07/15	02/07/15	51210000	DE RUGERRIS virt de RUGERIIS		AAG	860,90		D 4 312,34	
AC	0815/000	27/08/15	62510000	DE RUGERIIS Frais depl de Rugeriis 0		AAH		1 817,91	D 2 494,43	
C2	CIC08/15	27/08/15	51210000	DE RUGERIIS DE RUGERIIS RBT F		AAH	1 817,91		D 4 312,34	
AC	0915/077	24/09/15	62510000	DE RUGERIIS Frais depl de Rugeriis 0		AAI		2 033,24	D 2 279,10	
C2	CIC10/15	05/10/15	51210000	DE RUGERIIS virt de RUGERIIS		AAI	2 033,24		D 4 312,34	
AC	1115/059	02/11/15	62510000	DE RUGERIIS Frais dépl. de Rugeriis 1		AAJ		557,12	D 3 755,22	
C2	CIC11/15	02/11/15	51210000	DE RUGERIIS virt de RUGERIIS		AAJ	557,12		D 4 312,34	
				Total mouvements			74 432,63	70 120,29	D 4 312,34	
				Cumul à ce jour			74 432,63	70 120,29	D 4 312,34	
Tous comptes confondus							Total mouvements	74 432,63	70 120,29	D 4 312,34

GRAND-LIVRE

Situation du 01/01/2012 au 31/12/2015

PROVISoire

Jnl	Pièce	Date	Contrepartie	Libellé	Quantité Numéro	Prix Moyen	Mouvements		SOLDE
							DEBIT	CREDIT	
Compte 42520000				Frais de Rugeriis					
				Cumul antérieur			19 469,83	15 469,83	D 4 000,00
AC	0613/000	30/06/13	62510000	DE RUGERIIS de Rugeriis - tournée Al		AAI		1 447,98	D 2 552,02
C2	CIC07/13	01/07/13	51210000	DE RUGERIIS virt de Rugeriis RBT Fr		AAI	1 447,98		D 4 000,00
AC	0813/000	30/08/13	62510000	DE RUGERIIS de Rugeriis - tournée		AAJ		1 615,84	D 2 384,16
C2	CIC09/13	06/09/13	51210000	DE RUGERIIS virt de Rugeriis RBT Fr		AAJ	1 615,84		D 4 000,00
AC	1013/000	31/10/13	62510000	DE RUGERIIS de Rugeriis -		AAK		4 080,09	C 80,09
C2	CIC11/13	04/11/13	51210000	DE RUGERIIS virt de RUGERIIS RBT		AAK	4 080,09		D 4 000,00
C2	CIC12/13	05/12/13	51210000	DE RUGERIIS virt de RUGERIIS RBT			2 843,83		D 6 843,83
AC	1213/078	21/12/13	62510000	DE RUGERIIS FRA Voyages & Deplacemen				2 843,83	D 4 000,00
AN	1213/078	01/01/14		A-nouveau DE RUGERIIS FRAIS 1				2 843,83	D 1 156,17
AN	CIC10/12	01/01/14		A-nouveau DE RUGERIIS-17/10/I			2 000,00		D 3 156,17
AN	CIC12/13	01/01/14		A-nouveau DE RUGERIIS-05/12/I		AAL	2 843,83		D 6 000,00
AC	0114/000	02/01/14	62510000	DE RUGERIIS Frais depl. de Rugeriis 1		AAL		2 843,83	D 3 156,17
AC	0114/002	20/01/14	62510000	DE RUGERIIS de Rugeriis dépl. 12/13		AAM		590,26	D 2 565,91
C2	CIC01/14	21/01/14	51210000	DE RUGERIIS virt de RUGERIIS 12/I		AAM	590,26		D 3 156,17
C2	CIC02/14	05/02/14	51210000	DE RUGERIIS virt de RUGERIIS Frais		AAN	2 530,16		D 5 686,33
AC	0214/006	10/02/14	62510000	DE RUGERIIS Frais depl de Rugeriis 0		AAN		2 530,16	D 3 156,17
AC	0314/005	06/03/14	62510000	DE RUGERIIS Frais dépl. de Rugeriis 0		AAO		1 816,09	D 1 340,08
C2	CIC02/14	06/03/14	51210000	DE RUGERIIS virt de Rugeriis Frais 02		AAO	1 816,09		D 3 156,17
AC	0314/085	31/03/14	62510000	DE RUGERIIS Frais dépl. de Rugeriis 0		AAP		1 602,38	D 1 553,79
C2	CIC04/14	18/04/14	51210000	DE RUGERIIS virt de Rugeriis Frais 03		AAP	1 602,38		D 3 156,17
AC	0414/101	30/04/14	62510000	DE RUGERIIS Frais dépl.de Rugeriis 0		AAQ		1 377,27	D 1 778,90
C2	CIC05/14	14/05/14	51210000	DE RUGERIIS virt de Rugeriis Frais 04		AAQ	1 377,27		D 3 156,17
AC	0514/075	30/05/14	62510000	DE RUGERIIS Frais depl. de Rugeriis 0		AAR		1 997,12	D 1 159,05
C2	CIC06/14	11/06/14	51210000	DE RUGERIIS virt de Rugeriis Frais 05		AAR	1 997,12		D 3 156,17
AC	0614/120	30/06/14	62510000	DE RUGERIIS Frais dépl.de Rugeriis 0		AAS		1 026,06	D 2 130,11
C2	CIC07/14	05/07/14	51210000	DE RUGERIIS virt de Rugeriis Frais 06		AAS	1 026,06		D 3 156,17
AC	0714/101	31/07/14	62510000	DE RUGERIIS Frais depl de Rugeriis 0		AAT		1 905,64	D 1 250,53
C2	CIC08/14	28/08/14	51210000	DE RUGERIIS virt de Rugeriis Frais 07		AAT	1 905,64		D 3 156,17
AC	0914/117	30/09/14	62510000	DE RUGERIIS Frais dépl. de Rugeriis 0		AAU		2 480,56	D 675,61
C2	CIC10/14	05/10/14	51210000	DE RUGERIIS virt de Rugeriis 09/14		AAU	2 480,56		D 3 156,17
AC	1014/069	31/10/14	62510000	DE RUGERIIS Frais depl de Rugeriis 1		AAV		2 345,53	D 810,64
C2	CIC11/14	04/11/14	51210000	DE RUGERIIS virt de Rugeriis 10/14		AAV	2 345,53		D 3 156,17
AC	1114/090	30/11/14	62510000	DE RUGERIIS Frais depl de Rugeriis 1		AA		3 016,76	D 139,41
C2	CIC12/14	16/12/14	51210000	DE RUGERIIS virt de RUGERIIS		AA	3 016,76		D 3 156,17
OD	OD	31/12/14		OD INVENTAIRE ACPTÉ DE RUGERIIS			1 000,00		D 4 156,17
AN	OD	01/01/15		A-nouveau OD INVENTAIRE-31/			1 000,00		D 5 156,17
AN	1213/078	01/01/15		A-nouveau DE RUGERIIS FRAIS 1				2 843,83	D 2 312,34
AN	CIC10/12	01/01/15		A-nouveau DE RUGERIIS-17/10/I			2 000,00		D 4 312,34
AC	0115/015	06/01/15	62510000	DE RUGERIIS Frais depl de Rugeriis 1		AAA		702,59	D 3 609,75
C2	CIC01/15	13/01/15	51210000	DE RUGERIIS virt de Rugeriis 12/14		AAA	702,59		D 4 312,34
AC	0115/114	31/01/15	62510000	DE RUGERIIS Frais dépl. de Rugeriis 0		AAB		3 094,02	D 1 218,32
C2	CIC01/15	10/02/15	51210000	DE RUGERIIS virt de Rugeriis 01/15		AAB	3 094,02		D 4 312,34
AC	0215/027	28/02/15	62510000	DE RUGERIIS Frais dépl. de Rugeriis 0		AAC		1 869,34	D 2 443,00
				Total mouvements			62 785,84	60 342,84	D 2 443,00
				Cumul à ce jour			62 785,84	60 342,84	D 2 443,00

De: Xavier DE ROZIERES <xderozieres@chateaudelastours.com>
Envoyé: mercredi 2 décembre 2015 17:21
À: contact@stephane-mignonat.com
Objet: TR: 910411 CHATEAU DE LASTOURS/DE RUGERIIS
Pièces jointes: REPONSE A la prise d'acte.docx; REPONSE A la prise d'acte.pdf

A lundi, merci, Xavier.

De : SELARL BIAIS ET ASSOCIES [mailto:avocats@biaisetassocies.com.fr]
Envoyé : mercredi 2 décembre 2015 16:02
À : Xavier DE ROZIERES
Objet : 910411 CHATEAU DE LASTOURS/DE RUGERIIS

pj2

Monsieur,
je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint le projet de courrier à adresser au plus vite au salarié par voie recommandée.
Vous devrez avoir préparé les documents de rupture pour lundi prochain.
Vous devez mentionner sur l'attestation destinée au pôle emploi qu'il s'agit d'une prise d'acte de rupture du contrat de travail du salarié au vu des griefs suivants mais contestés à savoir, le non paiement des heures supplémentaires, la modification forcée de son contrat de travail et le non-respect de l'obligation générale de sécurité. Évidemment le préavis n'est ni exécuté, ni rémunéré.
bonne fin de journée.

Elsa MATTHESS-MAURIAC
AVOCAT A LA COUR

BIAIS & ASSOCIES
SOCIETE D'AVOCATS
19 Boulevard Alfred Daney - 33300 BORDEAUX
Téléphone : 05.57.19.48.58 - Télécopie : 05.57.19.48.59
E.mail : avocats@biaisetassocies.com.fr
SELARL -RC Bordeaux D 415 237 353

De: Xavier DE ROZIERES <xderozieres@chateaudelastours.com>
Envoyé: mercredi 2 décembre 2015 17:21
À: contact@stephane-mignonat.com
Objet: TR: 910411 CHATEAU DE LASTOURS/DE RUGERIIS
Pièces jointes: REPONSE A la prise d'acte.docx; REPONSE A la prise d'acte.pdf

A lundi, merci, Xavier.

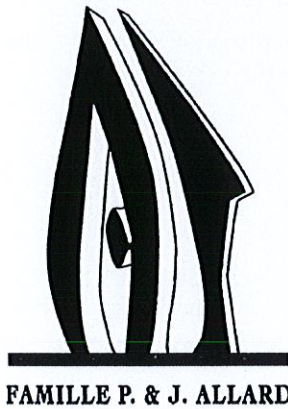
De : SELARL BIAIS ET ASSOCIES [mailto:avocats@biaisetassocies.com.fr]
Envoyé : mercredi 2 décembre 2015 16:02
À : Xavier DE ROZIERES
Objet : 910411 CHATEAU DE LASTOURS/DE RUGERIIS

pj2

Monsieur,
je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint le projet de courrier à adresser au plus vite au salarié par voie recommandée.
Vous devrez avoir préparé les documents de rupture pour lundi prochain.
Vous devez mentionner sur l'attestation destinée au pôle emploi qu'il s'agit d'une prise d'acte de rupture du contrat de travail du salarié au vu des griefs suivants mais contestés à savoir, le non paiement des heures supplémentaires, la modification forcée de son contrat de travail et le non-respect de l'obligation générale de sécurité. Évidemment le préavis n'est ni exécuté, ni rémunéré.
bonne fin de journée.

Elsa MATTHESS-MAURIAC
AVOCAT A LA COUR

BIAIS & ASSOCIES
SOCIETE D'AVOCATS
19 Boulevard Alfred Daney - 33300 BORDEAUX
Téléphone : 05.57.19.48.58 - Télécopie : 05.57.19.48.59
E.mail : avocats@biaisetassocies.com.fr
SELARL -RC Bordeaux D 415 237 353



Monsieur David de RUGERIIS
3, rue du Romarin
11440 PEYRIAC DE MER

Lastours, le 2 DECEMBRE 2015.

L.R.A.R. n: XXXXXX

David,

Nous accusons bonne réception de votre dernier courrier du 30 novembre 2015 par lequel vous prenez acte de la rupture de votre contrat de travail à nos torts exclusifs.

Nous notons que vous faites obstacle à la démarche amiable que vous avez initiée. Par conséquent, nous préparons une réponse circonstanciée à l'ensemble des griefs que vous tentez fallacieusement de nous imputer pour justifier votre décision.

Elle parviendra en temps et en heure.

Cependant, s'agissant de votre demande de rappel d'heures supplémentaires, nous devons procéder à de nombreuses vérifications, et notamment confronter vos relevés d'heures avec vos notes de frais. Il s'agit d'un travail long et fastidieux qui n'aurait jamais dû avoir lieu si vous nous aviez indiqué, loyalement, à la fin de chaque semaine effectuée que vous aviez réalisé des heures supplémentaires.

En tout état de cause, nous tiendrons à votre disposition vos documents de rupture, lundi prochain à 9 heures au siège social de l'entreprise.